

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

10 février 2021

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

Stib

Le virus du profit continue de sévir

Voilà un an que la pandémie sévit dans le monde et, bien sûr, en Belgique aussi. Les premières réactions des gouvernements de la plupart des pays ont démontré le manque total de préparation face à une situation qui était néanmoins prévisible. Pas assez de masques, plus de place dans les hôpitaux et autant de conséquences d'une politique d'économies au détriment de la santé publique. La suite des décisions chaotiques, un confinement total suivi d'un déconfinement prématuré ont permis à une deuxième vague de se répandre.

Depuis un an, les regards sont rivés sur les chiffres de la pandémie, le nombre de malades, d'hospitalisés, de morts. Tous les regards ? Pas vraiment. Le patronat, lui, n'a jamais quitté ses profits des yeux, la santé des affaires passe pour lui bien avant celle de la population.

Même les indépendants et les petits patrons de l'Horca par exemple, ont bénéficié des aides de l'état. Certes, si le ministre des classes moyennes a veillé au grain, c'est par calcul politique afin de soigner l'électorat du MR. Ces mesures n'empêcheront pas que le café du coin ou la marchande de vélo ne mettent la clé sous la porte.

En revanche, les travailleurs n'ont rien vu venir. Le chômage économique profite surtout au patron et maintient à peine le salaire des travailleurs qui y ont droit.

Les travailleurs n'ont pas reçu de prime, les chômeurs non plus et les travailleurs au noir, si appréciés des petits patrons, se sont retrouvés sans aucun revenu avec juste leurs yeux pour pleurer. Et si le personnel de santé s'est vu promettre quelques sous, les critères ne cessent de s'accumuler pour restreindre le nombre des bénéficiaires, comme dans le cas des infirmiers des prisons qui travaillent pourtant dans des endroits où les contaminations sont nombreuses et auxquels le gouvernement refuse la prime.

Les actionnaires des grandes entreprises, eux, ont les moyens de voir venir. Le tourisme est à l'arrêt, mais la grande distribution, la pharmacie, la vente en ligne, le transport et l'agro-alimentaire se portent parfaitement bien, si pas mieux, sous le Covid. Le transport aérien des personnes est en chute libre, mais les marchandises circulent comme jamais auparavant. Les affaires, elles, n'ont jamais été confinées...

Ce sont pourtant ces patrons-là qui vont bénéficier des 4,9 milliards d'euros du plan de relance européen : cet argent ne va pas servir à embaucher des infirmières

mais à financer des « investissements » sous le mauvais prétexte que quand l'économie va, alors tout ira bien pour les travailleurs aussi. En réalité, cet argent va juste grossir les bénéfices des actionnaires, comme avec tous les plans qui l'ont précédé.

Mais le sort réservé aux travailleurs ne fait jamais la une des journaux télévisés ! Or depuis le début de la pandémie, il y a une opposition entre les questions de santé publique et les questions économiques. Lors d'assemblées générales chez Carrefour, les travailleurs ont protesté contre le non-respect par la direction des mesures anti Covid. Il y a eu une journée d'arrêt de travail mais les CDD ont assuré l'ouverture. Ça gronde un peu partout, mais sans que cela ne débouche encore sur de vrais mouvements, même au niveau local d'une entreprise. Les syndicats se défendent d'ailleurs d'être pour quoique ce soit dans ce qu'ils appellent des « sautes d'humeur ». Comme d'habitude et sans surprise, il n'y a rien à attendre de la bureaucratie syndicale.

Bien sûr, on a parlé à juste titre du courage des travailleurs de la santé pendant la première vague. Mais depuis, le gouvernement n'a rien fait de sérieux pour alléger la pénibilité de leur travail. Tous les autres travailleurs qui ont dû continuer à aller travailler l'ont fait dans l'anonymat le plus complet. Ils ont été obligés de continuer à prendre des risques tandis que leurs patrons s'enfermaient bien à l'abri de leurs villas quatre façades pour discuter des plans de licenciements.

Solvay vient de licencier dans le monde entier, dont une centaine de travailleurs en Belgique ; à Tirlemont, Bosch licencie 400 travailleurs ; quelques jours plus tôt, Fedex avait annoncé 600 suppressions d'emplois à Liège. C'est le remerciement du patronat pour le dévouement des travailleurs. Le Covid a bon dos !

Le paradoxe est que le chômage augmente plus dans les communes riches que dans les communes pauvres ; pas parce qu'elles s'en sortent mieux, mais parce que les travailleurs pauvres sont plus vite exclus du système : pas d'Internet (30%), pas de mail (12%), pas de smartphone pour se connecter à Actiris. Dans une période comme celle-ci, où toutes les voies habituelles pour s'en sortir semblent bouchées, beaucoup de travailleurs décrochent et sombrent.

Encore et toujours, les travailleurs donnent tout et ne reçoivent rien. Pour que ça cesse, ils devront renverser ce système infecté jusqu'à l'os par le virus du profit.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Budget coupé = services coupés + break n'importe quand

Les breaks sont souvent placés n'importe comment, dès le début du service ou tout à la fin. Normalement, ils devraient se faire au milieu du service ou vers midi. Par ailleurs, la direction s'est engagée à diminuer le nombre de services coupés de 1% par an. Pourtant, depuis 2018, le nombre de services coupés est resté bloqué à 21% dans chaque dépôt. La direction dit qu'elle manque de ressources et nous remballer vers la région et ses subsides. Mais c'est elle qui alloue l'argent aux différents postes. Il ne faudrait même pas 100 chauffeurs et 100 bus en plus pour assurer notre bien-être !

Cannibalisme sur les vieux véhicules

La politique d'économies de bouts de chandelle dans les ateliers amène les mécanos à prendre des pièces sur un véhicule pour en réparer un autre. Pour le moment, la plupart des bus sont nouveaux et encore sous garantie et ce phénomène de cannibalisme est temporairement en recul. Mais pour les trams et les métros, on continue de faire de la récup' comme dans le tiers-monde...

Zone 30 : la direction à quai

La direction profite de la faible circulation due aux mesures de lutte contre la propagation du virus pour ne pas adapter les planchettes à la généralisation de la zone 30 dans Bruxelles. Il faut qu'on monte le ton dès maintenant pour que la direction fasse son boulot : recalculer les horaires en fonction de la nouvelle vitesse limite.

Agressions : parlons-en !

Dernièrement, il y a eu plusieurs agressions sur les lignes 89 et 48. Des pavés ont même été lancés ! Au lieu d'alerter le personnel et d'exiger des pouvoirs publics des actions à long terme, la direction fait tout pour qu'il n'y ait pas de remous. Nous avons l'impression que ça ne va pas trop mal, alors qu'en fait, il y a des problèmes récurrents à de nombreux endroits. Sur la ligne 89, la situation s'est tellement dégradée que les délégués syndicaux ont décidé de dévier la ligne, ce que la direction n'a pas osé remettre en cause.

Batteries explosives : la direction joue l'innocente

Les batteries de certains bus articulés Mercedes n'ont pas besoin d'entretien spécifique selon le constructeur. Oui, sauf que tout matériel s'use et il faut tout de même un suivi !

Or, ces batteries datent de 2014.

Mi-janvier, le dispatching a demandé à un chauffeur de faire un reset batterie et celle-ci lui a explosé au visage. Brûlé par l'acide et coupé par des éclats, il a été

emmené à l'hôpital. Les syndicats ont obtenu que le dispatching ne demande plus de reset batterie aux chauffeurs.

Peu de temps après, une deuxième batterie s'est mise à fumer sur un bus articulé Mercedes et tous les bus de ce type ont été inspectés. Résultat : une dizaine de bus présentaient le même danger.

La direction aura beau dire, c'est bien sa politique d'économies sur l'entretien qui en est responsable.

Bouches cousues

Les scientifiques qui font partie du « Gems », le groupe d'experts chargés par le gouvernement de le conseiller pour gérer la crise sanitaire, ont reçu l'obligation de signer un accord de confidentialité. Ainsi, le gouvernement pourra librement interpréter les données fournies par ces scientifiques, tout en les menaçant de se retourner contre eux si jamais il leur venait à l'idée de révéler des choses gênantes. La vérité a toujours dérangé les politiciens...

Nouvel épisode de brutalité policière

Ce 24 janvier, une manifestation était organisée pour dénoncer la violence d'une justice de classe qui s'abat sur les pauvres et les travailleurs. Bien qu'autorisée et pacifique, la police a décidé d'y mettre fin prématurément en arrêtant 245 personnes, manifestants et passants compris ! Emmenés en cellule, certains d'entre eux, notamment des mineurs, ont eu à subir ce qu'ils étaient venus dénoncer : la violence et la brutalité policière. Avec la mort récente d'Ibrahima et les manifestations qui l'ont suivie, la police, qui avait déployé 12 pelotons pour l'occasion, était nerveuse... Elle n'a pas apprécié qu'on dénonce le sale rôle qu'elle joue dans cette société ni la liste de ses bavures.

Non à l'indicatif, oui au revendicatif

Les négociations pour le nouvel accord interprofessionnel entrent dans leur dernière phase. Les patrons ne proposent que des miettes : 0,4% d'augmentation, soit 9 euros brut par mois, tout au plus. Du côté des directions syndicales, c'est la soupe à la grimace. Elles savent qu'un tel accord sera imbuvable pour les travailleurs. Dans une interview radio, le président de la FGTB Bodson supplie les patrons pour que la marge des 0,4% ne soit qu'indicative et que des augmentations puissent être envisagées au cas par cas au niveau des entreprises. Ce n'est certainement pas en continuant à quémander de la sorte que les travailleurs obtiendront quelque chose.

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

La santé des profits avant tout !

Après Pfizer, c'est au tour d'AstraZeneca d'annoncer des retards dans la livraison de ses vaccins. Profitant de leur monopole et voulant empocher les profits les plus colossaux possibles, les entreprises pharmaceutiques se sont contentées d'encaisser les millions d'euros d'aide que les États leur ont versé sans investir un rond dans de nouvelles usines ou de nouvelles lignes de production. Ainsi, à l'heure où les vaccins peuvent sauver des vies, elles organisent une véritable pénurie qui prolonge la durée de l'épidémie et accentue le nombre de ses victimes.